

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2013/200495]

**20 DECEMBER 2012. — Besluit van de Regering tot wijziging van het besluit van 9 december 2010 houdende benoeming van de leden van de Adviescommissie voor de woon-, begeleidings- en verzorgingsstructuren voor bejaarden en voor de thuishulp**

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 oktober 1997 houdende oprichting van een Adviescommissie voor de ziekenhuizen en van een Adviescommissie voor de woon-, begeleidings- en verzorgingsstructuren voor bejaarden en voor de thuishulp, gewijzigd bij het decreet van 15 maart 2010;

Gelet op het besluit van de Regering van 9 december 2010 houdende benoeming van de leden van de Adviescommissie voor de woon-, begeleidings- en verzorgingsstructuren voor bejaarden en voor de thuishulp;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1, f), van het besluit van de Regering van 9 december 2010 houdende benoeming van de leden van de Adviescommissie voor de woon-, begeleidings- en verzorgingsstructuren voor bejaarden en voor de thuishulp worden de woorden "Mevr. Rita Schmeits" vervangen door de woorden :

"Mevr. Ellen Pommé-Croé".

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 november 2012.

**Art. 3.** De Minister bevoegd voor Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 20 december 2012.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

De Minister-President,  
Minister van Lokale Besturen,  
K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,  
H. MOLLERS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/200762]

**24 JANVIER 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant la modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Amblève (planches 1/28, 4/28, 5/28, 7/28, 8/28, 9/28, 10/28, 11/28, 12/28, 15/28, 16/28, 19/28, 21/28, 22/28, 23/28, 27/28, 48/49)**

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la Directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, notamment les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie, notamment l'article 43, §§ 2 et 3, organisant l'enquête publique;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Amblève approuvé définitivement par le Gouvernement wallon en date du 22 décembre 2005 et publié au *Moniteur belge* en date du 10 janvier 2006;

Modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique

Vu la nécessité de procéder à la modification des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique en confiant cette mission à la S.P.G.E.;

Vu l'approbation de l'avant-projet de modification du PASH de l'Amblève par le Gouvernement wallon en date du 12 juillet 2012 et portant plus particulièrement sur :

- le passage du régime de l'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome du village de Septroux dans la commune d'Aywaille (modification n° 01.01);

- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome du village de Honsfeld dans la commune de Bullange (modification n° 01.02);

- le passage du régime de l'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome du tronçon de la rue de Provedroux dans la commune de Vielsalm (modification n° 01.03);
- le passage du régime de l'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome de la rue du Petit Plain à Nonceveux dans la commune d' Aywaille (modification n° 01.05);
- le passage du régime de l'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome des zones de Bosfagne et Les Censes dans la commune de Waimes (modification n° 01.06);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif d'une zone d'habitat dispersé dans la commune de Waimes (modification n° 01.07);
- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome du village de Champagne dans la commune de Waimes (modification n° 01.08);
- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome de « Périmètres en assainissement autonome et transitoire (Griesdeck) » dans la commune de Bütgenbach (modification n° 01.09);
- le passage du régime de l'assainissement autonome et transitoire vers le régime d'assainissement collectif et autonome de « Périmètres en assainissement autonome et transitoire de Bütgenbach (Hofstrasse) » dans la commune de Bütgenbach (modification n° 01.10);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif de « Périmètres en assainissement autonome et transitoire de Weywertz (Zur Weddem) » dans la commune de Bütgenbach (modification n° 01.11);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif de « Périmètres en assainissement autonome et transitoire de Nidrum (Venn Strasse) » dans la commune de Bütgenbach (modification n° 01.12);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif de « Périmètres en assainissement autonome et transitoire de Murringen (Nach Ledescht) » dans la commune de Bullange (modification n° 01.13);
- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome du village de Wirtzfeld dans la commune de Bullange (modification n° 01.14);
- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome des zones de captage de Petit Spai (AD2 et AD3) dans la commune de Trois-Ponts (modification n° 01.15);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif de « Périmètres en assainissement autonome de Stavelot dans la commune de Stavelot » (modification n° 01.16);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif du village de Stoumont dans la commune de Stoumont (modification n° 01.17);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif des zones de captage de Lierneux-Regné (D1 et D2) dans la commune de Vielsalm (modification n° 01.18);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif du tronçon de la rue des Chasseurs Ardennais dans la commune de Vielsalm (modification n° 01.19);
- le passage du régime de l'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome du tronçon du chemin de Grand Halleux dans la commune de Vielsalm (modification n° 01.20);

Considérant que le Gouvernement a décidé d'accorder l'exemption simultanément à l'approbation de l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, qu'il a mentionné les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter ce plan d'une évaluation des incidences sur l'environnement dans son arrêté du 12 juillet 2012 publié au *Moniteur belge* du 7 août 2012;

Considérant que le Gouvernement a chargé la S.P.G.E. de soumettre ce projet de modification du PASH de l'Ambève à la consultation des communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré; les titulaires de prises d'eau potabilisable concernés et les Directions générales compétentes du Service public de Wallonie;

Vu la demande d'avis envoyée le 10 août 2012 par la S.P.G.E. aux communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré; aux titulaires de prises d'eau potabilisable concernés et aux Directions générales compétentes du Service public de Wallonie;

Vu l'enquête publique organisée sur le territoire des communes concernées;

Considérant que, conformément à l'article R.288, § 4, du Code de l'Eau, les avis sont transmis dans les nonante jours de la demande de la S.P.G.E.; passé ce délai, les avis sont réputés favorables;

Vu les avis favorables ou réputés favorables des instances consultées pour les modifications du PASH numérotées 01.01/ 01.02/ 01.03/ 01.05/ 01.06/ 01.07/ 01.08/ 01.10/ 01.11/ 01.12/ 01.13/ 01.14/ 01.15/ 01.16/ 01.18/ 01.19/ 01.20;

Considérant dès lors que les modifications susvisées telles que présentées dans l'avant-projet de modification du PASH de l'Ambève sont maintenues;

Vu les avis favorables sous conditions d'une des instances consultées pour les modifications du PASH numérotées 01.09 et 01.17; que les autres instances ont remis un avis favorable;

Considérant que les conditions susvisées concernent la nécessité de réaliser une étude d'incidences pour de nouvelles installations d'assainissement (point ne faisant pas l'objet de la révision du PASH proprement dite pour la modification 01.17) ainsi qu'une demande de report de décision concernant la modification 01.09 qui n'est pas justifiée eu égard à l'analyse réalisée (Nidrum), que dès lors les modifications susvisées telles que présentées dans l'avant-projet de modification du PASH de l'Amblève sont maintenues;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement wallon adopte la modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Amblève, visé à l'annexe I<sup>re</sup>.

**Art. 2.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 janvier 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Annexe I<sup>re</sup> — Modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Amblève

Le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Amblève modifié est composé d'un rapport relatif aux modifications dudit PASH et les cartes associées à chaque modification.

Ce rapport synthétise et commente les avis des instances et des citoyens consultés. Il intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

Ces éléments peuvent être consultés auprès de la Société publique de Gestion de l'Eau, avenue de Stassart 14-16, à 5000 Namur, ainsi que sur le site de la S.P.G.E. : <http://www.spge.be> (Rubrique « Les PASH »; Sous-rubrique « Modifications des PASH »).

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/200762]

**24. JANUAR 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Verabschiedung der Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Amel (Karten 1/28, 4/28, 5/28, 7/28, 8/28, 9/28, 10/28, 11/28, 12/28, 15/28, 16/28, 19/28, 21/28, 22/28, 23/28, 27/28, 48/49)**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2000/60/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

Aufgrund der Richtlinie des Rates 91/271/EWG vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere der Artikel D.52 bis D.61 und D.79;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.216 bis D.218 und der Artikel R. 284 bis R.290;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, insbesondere des Artikels 43, § 2 und § 3, der die öffentliche Untersuchung organisiert;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Amel, von der Wallonischen Regierung am 22. Dezember 2005 endgültig genehmigt und am 10. Januar 2006 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet

Aufgrund der Notwendigkeit, die Abänderung der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet vorzunehmen, indem diese Aufgabe der "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) anvertraut wird;

Aufgrund der Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Amel durch die Wallonische Regierung am 12. Juli 2012, der insbesondere Folgendes betrifft:

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Septroux in der Gemeinde Aywaille (Abänderung Nr. 01.01);

- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Honsfeld in der Gemeinde Büllingen (Abänderung Nr. 01.02);

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die Teilstrecke der rue de Provedroux in der Gemeinde Vielsalm (Abänderung Nr. 01.03);

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die rue du Petit Plain in Nonceveux in der Gemeinde Aywaille (Abänderung Nr. 01.05);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die Gebiete Bosfagne und Les Censes in der Gemeinde Weismes (Abänderung Nr. 01.06);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für ein in der Gemeinde Weismes verteiltes Wohngebiet (Abänderung Nr. 01.07);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Champagne in der Gemeinde Weismes (Abänderung Nr. 01.08);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für "Umkreise im autonomen und vorübergehenden Sanierungssystem (Griesdeck)" in der Gemeinde Bütgenbach (Abänderung Nr. 01.09);
- den Übergang vom autonomen und vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven und autonomen Sanierungsverfahren für "Umkreise im autonomen und vorübergehenden Sanierungssystem von Bütgenbach (Hofstrasse)" in der Gemeinde Bütgenbach (Abänderung Nr. 01.10);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für "Umkreise im autonomen und vorübergehenden Sanierungssystem von Weywertz (Zur Weddem)" in der Gemeinde Bütgenbach (Abänderung Nr. 01.11);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für "Umkreise im autonomen und vorübergehenden Sanierungssystem von Nidrum (Venn Strasse)" in der Gemeinde Bütgenbach (Abänderung Nr. 01.16);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für "Umkreise im autonomen und vorübergehenden Sanierungssystem von Mürringen (Nach Ledescht)" in der Gemeinde Büllingen (Abänderung Nr. 01.13);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Wirtzfeld in der Gemeinde Büllingen (Abänderung Nr. 01.14);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die Wassergewinnungsgebiete von Petit Spai (AD2 und AD3) in der Gemeinde Trois-Ponts (Abänderung Nr. 01.15);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für "Umkreise im autonomen Sanierungssystem von Stavelot" in der Gemeinde Stavelot (Abänderung Nr. 01.16);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Stoumont in der Gemeinde Stoumont (Abänderung Nr. 01.17);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Wassergewinnungsgebiete von Lierneux-Regné (D1 und D2) in der Gemeinde Vielsalm (Abänderung Nr. 01.18);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Teilstrecke der "rue des Chasseurs Ardennais" in der Gemeinde Vielsalm (Abänderung Nr. 01.19);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die Teilstrecke des "chemin de Grand Halleux" in der Gemeinde Vielsalm (Abänderung Nr. 01.20);

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung beschlossen hat, die Befreiung gleichzeitig mit der Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet zu gewähren, dass sie die Gründe angegeben hat, aus denen beschlossen wurde, diesen Plan in ihrem im *Belgischen Staatsblatt* vom 7. August 2012 veröffentlichten Erlass vom 12. Juli 2012 von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung, die "S.P.G.E." ("Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung)) beauftragt hat, diesen Entwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Amel der Zurateziehung der von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, den betroffenen Inhabern von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser und den zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu unterziehen;

Aufgrund des Begutachtungsantrags, der am 10. August 2012 den von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, den betroffenen Inhabern von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser und den zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie durch die "S.P.G.E." zugeschickt wurde;

Aufgrund der auf dem Gebiet der betroffenen Gemeinden organisierten öffentlichen Untersuchung;

In der Erwägung, dass die Gutachten gemäß Artikel R.288, § 4 des Wassergesetzbuches innerhalb von neunzig Tagen ab dem Antrag der "S.P.G.E." übermittelt werden; nach Ablauf dieser Frist gelten die Anträge als günstig;

Aufgrund der günstigen oder als günstig betrachteten Gutachten aller zu Rate gezogener Instanzen für die 01.01/ 01.02/ 01.03/ 01.05/ 01.06/ 01.07/ 01.08/ 01.10/ 01.11/ 01.12/ 01.13/ 01.14/ 01.15/ 01.16/ 01.18/ 01.09/ 01.20 nummerierten Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet;

In der Erwägung, dass die oben angeführten Abänderungen, so wie sie im Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Amel dargestellt werden, demnach beibehalten werden;

Aufgrund der bedingt günstigen Gutachten einer der zu Rate gezogenen Instanzen für die 01.09 und 01.17 nummerierten Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet; aufgrund der Tatsache, dass die anderen Instanzen ein günstiges Gutachten abgegeben haben;

In der Erwägung, dass die oben erwähnten Bedingungen die Notwendigkeit der Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung für neue Sanierungsanlagen betreffen (Punkt, der nicht Gegenstand der eigentlichen Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet für die Abänderung 01.07 ist); dass sie ebenfalls einen Antrag auf Vertagung der Entscheidung über die Abänderung 01.09 betreffen, der in Anbetracht der vorgenommenen Analyse (Nidrum) nicht gerechtfertigt ist, dass die oben erwähnten Abänderungen, so wie sie im Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Amel vorgestellt werden, demnach erhalten bleiben;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Wallonische Regierung verabschiedet die in der Anlage I erwähnte Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Amel.

**Art. 2** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. Januar 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

#### Anlage I — Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiets der Amel

Der abgeänderte Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet der Amel besteht aus einem Bericht über die Abänderungen besagten Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Amel und den Karten, die jeder Abänderung beigefügt werden.

In diesem Bericht werden die Gutachten der zu Rate gezogenen Instanzen und der Bürger zusammengefasst und kommentiert. Der Bericht schließt ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit ein, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze.

Diese Dokumente können bei der "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16, in 5000 Namur, sowie auf der Webseite der "S.P.G.E." eingesehen werden : <http://www.spge.be> (Rubrik "Les PASH"; Unterrubrik "Modifications des PASH").

#### VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/200762]

**24 JANUARI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Amblève (bladen 1/28, 4/28, 5/28, 7/28, 8/28, 9/28, 10/28, 11/28, 12/28, 15/28, 16/28, 19/28, 21/28, 22/28, 23/28, 27/28, 48/49)**

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.52 tot D.61 en D.79;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.216 tot D.218 en op de artikelen R.284 tot R.290;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, inzonderheid op artikel 43, §§ 2 en 3, dat het openbaar onderzoek organiseert;

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Amblève, definitief goedgekeurd door de Waalse Regering op 22 december 2005 en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* op 10 januari 2006.

#### Wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied

Gelet op de noodzakelijke wijziging van de saneringsplannen per onderstroomgebied en de toewijzing van deze opdracht aan de "S.P.G.E.";

Gelet op de goedkeuring van het voorontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Amblève door de Waalse Regering op 12 juli 2012, in het bijzonder met betrekking op :

- de overschakeling van de gemeenschappelijke saneringsregeling naar de autonome saneringsregeling van het dorp Septroux in de gemeente Aywaille (wijziging nr. 01.01);

- de overschakeling van de tijdelijke saneringsregeling naar de autonome saneringsregeling van het dorp Honsfeld in de gemeente Büllingen (wijziging nr. 01.02);

- de overschakeling van de gemeenschappelijke saneringsregeling naar de autonome saneringsregeling van het gedeelte van de "rue de Provedroux" in de gemeente Vielsalm (wijziging nr. 01.03);

- de overschakeling van de gemeenschappelijke saneringsregeling naar de autonome saneringsregeling van de "rue du Petit Plain" te Nonceveux in de gemeente Aywaille (wijziging nr. 01.05);

- de overschakeling van de gemeenschappelijke saneringsregeling naar de autonome saneringsregeling van de gebieden Bوسفagne en "Les Censes" in de gemeente Waimes (wijziging nr. 01.06);

- de overschakeling van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling van een versnipperd woongebied in de gemeente Waimes (wijziging nr. 01.07);

- de overschakeling van de tijdelijke saneringsregeling naar de autonome saneringsregeling van het dorp Champagne in de gemeente Waimes (wijziging nr. 01.08);

- de overschakeling van de tijdelijke saneringsregeling naar de autonome saneringsregeling van "Omtrekken waarin de autonome en tijdelijke saneringsregeling van toepassing is (Griesdeck)" in de gemeente Bütgenbach (wijziging nr. 01.09);

- de overschakeling van de autonome en tijdelijke saneringsregeling naar de gemeenschappelijke en autonome saneringsregeling van "Omtrekken waarin de autonome en tijdelijke saneringsregeling van toepassing is, van Bütgenbach (Hofstrasse)" in de gemeente Bütgenbach (wijziging nr. 01.10);
- de overschakeling van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling van "Omtrekken waarin de autonome en tijdelijke saneringsregeling van toepassing is, van Weywertz (Zur Weddem)" in de gemeente Bütgenbach (wijziging nr. 01.11);
- de overschakeling van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling van "Omtrekken waarin de autonome en tijdelijke saneringsregeling van toepassing is, van Nidrum (Venn Strasse)" in de gemeente Bütgenbach (wijziging nr. 01.12);
- de overschakeling van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling van "Omtrekken waarin de autonome en tijdelijke saneringsregeling van toepassing is, van Murringen (Nach Ledescht)" in de gemeente Büllingen (wijziging nr. 01.13);
- de overschakeling van de tijdelijke saneringsregeling naar de autonome saneringsregeling van het dorp Wirtzfeld in de gemeente Büllingen (wijziging nr. 01.14);
- de overschakeling van de tijdelijke saneringsregeling naar de autonome saneringsregeling van de waterwinningsgebieden van "Petit Spai" (AD2 en AD3) in de gemeente Trois-Ponts (wijziging nr. 01.15);
- de overschakeling van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling van "Omtrekken waarin de autonome saneringsregeling van toepassing is, in de gemeente Stavelot (wijziging nr. 01.16);
- de overschakeling van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling van het dorp Stoumont in de gemeente Stoumont (wijziging nr. 01.17);
- de overschakeling van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling van de waterwinningsgebieden van Lierneux-Regné (D1 en D2) in de gemeente Vielsalm (wijziging nr. 01.18);
- de overschakeling van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling van het gedeelte van de "rue des Chasseurs Ardennais" in de gemeente Vielsalm (wijziging nr. 01.19);
- de overschakeling van de gemeenschappelijke saneringsregeling naar de autonome saneringsregeling van het gedeelte van de "chemin de Grand Halleux" in de gemeente Vielsalm (wijziging nr. 01.20);

Overwegende dat de Regering heeft beslist om de vrijstelling gelijktijdig toe te kennen met de goedkeuring van het voorontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied, dat ze melding van de redenen heeft gemaakt waarom beslist is om dit plan vrij te stellen van een milieueffectbeoordeling in haar besluit van 12 juli 2012, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 7 augustus 2012;

Overwegende dat de Regering de "S.P.G.E." ermee belast heeft om dit ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Amblève aan de raadpleging van de bij bedoeld onderstroomgebied betrokken gemeenten voor te leggen; de betrokken eigenaars van winningen van tot drinkwater verwerkbaar water en de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op de aanvraag tot advies verzonden op 10 augustus 2012 door de "S.P.G.E." aan de bij bedoeld onderstroomgebied betrokken gemeenten; aan de betrokken eigenaars van winningen van tot drinkwater verwerkbaar water en de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op het openbaar onderzoek georganiseerd op het grondgebied van de betrokken gemeenten;

Overwegende dat, overeenkomstig artikel R.288, § 4, van het Waterwetboek, de adviezen binnen negentig dagen na de aanvraag van de "S.P.G.E." worden overgemaakt; na afloop van die termijn, worden de adviezen geacht gunstig te zijn;

Gelet op de gunstige adviezen of adviezen die gunstig worden geacht te zijn door de geraadpleegde instanties voor de wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied, genummerd als volgt: 01.01/ 01.02/ 01.03/ 01.05/ 01.06/ 01.07/ 01.08/ 01.10/ 01.11/ 01.12/ 01.13/ 01.14/ 01.15/ 01.16/ 01.18/ 01.19/ 01.20;

Overwegende dat de bovenvermelde wijzigingen zoals voorgesteld in het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Amblève dus gehandhaafd worden;

Gelet op de voorwaardelijke gunstige adviezen van één van de instellingen geraadpleegd voor de wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied genummerd 01.09 en 01.17; dat de andere instellingen een gunstig advies hebben uitgebracht;

Overwegende dat de bovenvermelde voorwaarden betrekking hebben op de uitvoering van het saneringsplan voor nieuwe saneringsinstallaties (punt dat niet het voorwerp uitmaakt van de eigenlijke herziening van het saneringsplan per onderstroomgebied wat wijziging 01.17 betreft), alsook een aanvraag tot uitstel van de beslissing betreffende wijziging 01.09 die niet gerechtvaardigd is aangezien de uitgevoerde analyse (Nidrum), dat de bovenvermelde wijzigingen zoals voorgesteld in het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Amblève dus gehandhaafd worden;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De Waalse Regering keurt de wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Amblève bedoeld in bijlage I, goed.

**Art. 2.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 januari 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

Bijlage I — Wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Amblève

Het gewijzigd saneringsplan per onderstroomgebied van de Amblève bestaat uit een verslag betreffende de wijzigingen van dat saneringsplan per onderstroomgebied en de bij elke wijziging horende kaarten.

De adviezen van de geraadpleegde instellingen en burgers worden in dit verslag samengevat en uitgelegd. Het bevat ook de nodige aanpassingen van de plannen naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name in termen van uitvoering van de verzamelaar- en rioleringsnetten binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Die bestanddelen liggen ter inzage bij de "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16, te 5000 Namen, en kunnen ook op de website van de "S.P.G.E." ingekeken worden : <http://www.spge.be> (Rubriek "Les PASH"; Subrubriek "Modifications des PASH").

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/200761]

**24 JANVIER 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant la modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Sambre (planches 5/41, 6/41, 7/41, 8/41, 9/41, 10/41, 18/41, 19/41, 22/41, 23/41, 26/41, 31/41, 32/41, 33/41, 34/41, 38/41, 40/41, 41/41 et 33/52)**

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la Directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, notamment les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, notamment l'article 43, §§ 2 et 3, organisant l'enquête publique;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Sambre approuvé par le Gouvernement wallon en date du 10 novembre 2005 et publié au *Moniteur belge* du 2 décembre 2005.

Modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique

Vu la nécessité de procéder à la modification des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique en confiant cette mission à la S.P.G.E.;

Vu l'approbation par le Gouvernement wallon de l'avant-projet de modification du PASH de la Sambre en date du 12 juillet 2012 et portant plus particulièrement sur :

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le chemin Brûlé dans la commune d'Erquelinnes (modification n° 11.02);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone de loisirs des campings « La Besace » et « La Couturelle » dans la commune de Cerfontaine (modification n° 11.07);

- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour une partie amont de la rue de Philippeville à Villers-deux-Eglises dans la commune de Cerfontaine (modification n° 11.08);

- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue de Perwez à Grand-Leez dans la commune de Gembloux (modification n° 11.09);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue « Les Hayettes » dans la commune de Momignies (modification n° 11.10);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone du Lac de Bambois dans les communes de Fosses-la-Ville et Mettet (modification n° 11.11);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone « Les Bonniers » dans la commune de Lobbes (modification n° 11.12);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone en amont de baignade du Lac de Féronval dans la commune de Froidchapelle (modification n° 11.13);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone Aquasambre de Viesville et Thiméon dans la commune de Pont-à-Celles (modification n° 11.14);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone de Crèveœur dans la commune de Walcourt (modification n° 11.15);

- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement en majorité collectif et une partie en assainissement autonome pour la zone des Puits de Rognée dans la commune de Walcourt (modification n° 11.16);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone des « Puits de Spy » dans la commune de Jemeppe-sur-Sambre (modification n° 11.18);

- le passage du régime d'assainissement transitoire vers les régimes d'assainissement autonome et collectif pour le village de Silenrieux dans la commune de Cerfontaine (modification n° 11.19);

- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour la zone de la Fléchère dans la commune de Courcelles (modification n° 11.20);

- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement en majorité collectif et en partie en assainissement autonome pour le village de Salles dans la commune de Chimay (modification n° 11.21);

- le passage du régime d'assainissement transitoire vers les régimes d'assainissement autonome et collectif pour la zone de la Chapelle du Bon Dieu du Pitié dans la commune de Fleurus (modification n° 11.22);

- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour la zone de « La Pieraille » dans la commune de Froidchapelle (modification n° 11.23);

- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement en majorité collectif et en partie en assainissement autonome pour le hameau de Fromiée dans la commune de Gerpennes (modification n° 11.24);

- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome pour le village de Barbençon dans la commune de Beaumont (modification n° 11.25);